

2000 01 29 - 0002 - 12  
L'orient Le jour  
Samedi 29/1/2000

## DROITS DE L'HOMME

### Les parents des personnes enlevées entendent poursuivre leur action

Le comité des parents des personnes enlevées et disparues s'est félicité hier de la formation, il y a une dizaine de jours, d'une commission d'enquête officielle dont la mission consistera à s'enquérir du sort de ces personnes kidnappées, pour la plupart durant la guerre civile.

Lors d'une conférence de presse, la présidente du comité, Mme Wadad Halwani, a précisé : *«Il s'agit de la première commission officielle, créée en vertu d'une décision directe prise par le Premier ministre (...). Cet organisme a un président et des membres, une tâche spécifique et un délai déterminé pour présenter au chef du gouvernement un rapport sur le résultat de ses travaux».*

Mme Halwani a insisté sur la nécessité de choisir *«des membres indépendants, qui n'auraient aucun rapport avec les parties prenantes à la guerre».* Une autre condition que pose le comité pour une plus grande efficacité : la commission doit avoir les moyens humains et matériels lui permettant de réussir sa mission. D'autre part, la présidente du comité a insisté pour que les résultats de l'enquête soient publiés.

Malgré la formation de cette commission officielle, le comité des parents des personnes enlevées ou disparues ne cessera pas pour autant sa campagne menée sur le thème : *«Nous avons le droit de savoir».* *«De fait, a précisé Mme Halwani, nous continuerons à adresser des messages au président de la République jusqu'à la satisfaction de toutes nos revendications. Nous continuerons aussi à observer notre sit-in hebdomadaire devant le siège du Conseil des ministres (...).».*